

Article 6 - Application territoriale
 Article 7 - Relations avec la Convention
 Article 8 - Signature et ratification
 Article 9 - Entrée en vigueur
 Article 10 - Fonctions du dépositaire

L'instrument de ratification de la Belgique a été déposé le 10 janvier 1997. Ce Protocole n'est pas encore entré en vigueur. La date de l'entrée en vigueur ainsi que la liste des Etats liés seront publiées ultérieurement.

Artikel 6 - Territoriale werkingssfeer
 Artikel 7 - Verhouding tot het Verdrag
 Artikel 8 - Ondertekening en bekraftiging
 Artikel 9 - Inwerkingtreding
 Artikel 10 - Taken van de depositaris

De bekraftigingsoorkonde van België werd neergelegd op 10 januari 1997. Dit Protocol is nog niet in werking getreden. De datum van inwerkingtreding alsmede de lijst van de gebonden Staten zullen later gepubliceerd worden.

F. 97 — 1344

[C - 97/15071]

3 JUIN 1997. — Arrêté ministériel fixant certaines dispositions particulières en vue d'assurer, au sein de l'Administration générale de la Coopération au Développement, l'exécution du statut des agents de l'Etat

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 14 septembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 14 avril 1971 portant à l'égard des agents de l'Administration générale de la Coopération au Développement, des dispositions particulières dérogatoires au statut des agents de l'Etat;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mai 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 octobre 1996;

Vu le protocole n° 68/5 du 24 février 1997 du Comité de Secteur I - Administration générale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de prévoir dans l'intérêt des agents de l'Administration générale de la Coopération au Développement, que puissent leur être appliquées sans délai certaines dispositions du statut des agents de l'Etat,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents de l'Administration générale de la Coopération au Développement.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions réglementaires d'ordre général régissant la carrière des agents de l'Etat, la nomination à chacun des grades que peuvent porter les agents appartenant à l'Administration générale de la Coopération au Développement, a lieu aux conditions déterminées au tableau annexé à celui-ci.

CHAPITRE II. — Notification des vacances d'emploi et des propositions de promotion et de changement de grade

Art. 3. § 1^{er}. En ce qui concerne le niveau 1, la vacance des emplois à conférer par changement de grade ou par promotion est portée par note de service à la connaissance des agents susceptibles d'être promus.

N. 97 — 1344

[C - 97/15071]

3 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot vaststelling van sommige bijzondere bepalingen om de uitvoering, binnen het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, van het statuut van het Rijkspersoneel te waarborgen

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 april 1971 houdende ten aanzien van de personeelsleden van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, bijzondere bepalingen die van het statuut van het Rijkspersoneel afwijken;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 mei 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 oktober 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 oktober 1996;

Gelet op het protocol nr. 68/5 van 24 februari 1997 van het Sectorcomite I - Algemeen Bestuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is, in het belang van de personeelsleden van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, dat er, zonder uitstel, sommige bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel op hen zouden kunnen worden toegepast,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de ambtenaren van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 2. Onverminderd de verordeningsbepalingen van algemene aard die de loopbaan van het Rijkspersoneel beheersen, heeft de benoeming tot elk van de graden welke de ambtenaren kunnen bekleden die tot het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking behoren, plaats onder de voorwaarden die bepaald zijn in de bijgevoegde tabel.

HOOFDSTUK II. — Kennisgeving van vacatures en van de voorstellen tot bevordering en tot verandering van graad

Art. 3. § 1. Wat niveau 1 betreft, wordt het vacant zijn van betrekkingen die toegewezen kunnen worden door verandering van graad of bevordering per dienstnota ter kennis gebracht van de ambtenaren die bevorderd kunnen worden.

Tout dépôt de candidature à un emploi du niveau 1 doit comporter un exposé de titres que le candidat estime pouvoir faire valoir pour briguer l'emploi.

Un visa daté des intéressés est requis.

Un exemplaire de la note de service est envoyé par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, au domicile de l'agent qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

Sont seuls pris en considération les titres des agents qui ont présenté leur candidature par lettre recommandée à l'administrateur général dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la remise à l'intéressé, ou celui de la présentation par la poste, de l'avis de vacance d'emploi. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

Les agents sont autorisés à solliciter, par anticipation, tout emploi qui deviendrait vacant pendant leur absence. La validité d'une telle candidature est limitée à un mois.

§ 2. Les agents des niveaux 2+, 2, 3, et 4 qui remplissent les conditions réglementaires sont d'office candidats aux vacances des niveaux 2+, 2, 3 et 4. Dans ce cas, les propositions de nomination et de promotion leur sont notifiées selon les mêmes modalités que celles fixées pour la notification de la vacance d'un emploi du niveau 1.

Les agents visés à l'alinéa précédent peuvent refuser la nomination ou la promotion par lettre recommandée dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la notification des propositions. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

En l'absence de tout candidat ou de refus de tous les candidats, l'autorité compétente peut nommer par changement de grade ou par promotion, un agent qui remplit les conditions requises.

§ 3. Les propositions de changement de grade ou de promotion par avancement de grade sont également notifiées par note de service aux agents intéressés. Un visa daté des intéressés est également requis.

Un exemplaire de la note de service est envoyé par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, au domicile de l'agent qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

§ 4. Le délai dont dispose l'agent qui s'estime lésé pour introduire une réclamation commence à courir, soit le jour où il a visé la note de service, soit le jour où le pli recommandé contenant la note de service a été présenté à son domicile par la poste.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 4. Sans préjudice des conditions statutaires pour l'octroi des grades, les grades repris dans la colonne 2 du tableau annexé au présent arrêté, sont accessibles aux agents de l'Administration générale de la Coopération au Développement, titulaires d'un grade repris dans la colonne 3, 4 ou 5.

Les titulaires d'un grade repris dans les colonnes 3, 4 ou 5 ne peuvent toutefois être nommés au grade repris en regard dans la colonne 2, que s'ils ont la qualification professionnelle particulière éventuellement mentionnée dans la colonne 7.

Art. 5. Sont abrogés :

l'arrêté ministériel du 10 mars 1994 modifiant l'arrêté ministériel du 6 janvier 1983 portant le règlement pour le personnel de l'Administration générale de la Coopération au Développement;

l'arrêté ministériel du 9 mai 1996 fixant certaines dispositions particulières en vue d'assurer au sein de l'Administration générale de la Coopération au Développement, l'exécution du statut des agents de l'Etat.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 juin 1997.

R. MOREELS

Elke indiening van een kandidatuur voor een betrekking van niveau 1 moet een uiteenzetting van de aanspraken bevatten die de kandidaat meent te kunnen doen gelden om naar de betrekking te dingen.

Een gedateerd visum wordt van de betrokkenen gevraagd.

Een exemplaar van de dienstnota wordt bij een ter post aangetekende brief, met bericht van ontvangst, naar de woonplaats van de ambtenaar gestuurd die om welke reden ook tijdelijk uit de dienst is verwijderd.

Worden enkel in aanmerking genomen de titels van de ambtenaren die hun kandidatuur bij een ter post aangetekende brief hebben gericht aan de administrateur-generaal binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op die van het overhandigen aan de betrokkenen of van het aanbieden door de post van het bericht van het vacante zijn van een betrekking. Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Het staat de ambtenaren vrij voorafgaandelijk naar elke betrekking te dingen die eventueel vacant zou worden verklaard tijdens hun afwezigheid. De geldigheid van een dergelijke kandidatuur is beperkt tot één maand.

§ 2. De ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 die de reglementaire voorwaarden vervullen, zijn ambtshalve kandidaat voor de vacante betrekkingen in de niveaus 2+, 2, 3 en 4. In dat geval worden de voorstellen tot benoeming en bevordering hun ter kennis gebracht onder dezelfde voorwaarden als die welke vastgesteld zijn voor de kennisgeving van een betrekking van niveau 1.

De in het vorige lid bedoelde ambtenaren kunnen de benoeming of bevordering bij een ter post aangetekende brief weigeren binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op die van de kennisgeving der voorstellen. Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Bij ontstentenis van kandidaten of weigering van alle kandidaten kan de bevoegde overheid door verandering graad of door bevordering een ambtenaar benoemen die de gestelde voorwaarden vervult.

§ 3. Van de voorstellen tot verandering van graad of bevordering door verhoging in graad wordt eveneens aan de belanghebbende ambtenaren kennis gegeven via een dienstnota. Een gedateerd visum van de betrokkenen is eveneens vereist.

Een exemplaar van de dienstnota wordt bij een ter post aangetekende brief, met bericht van ontvangst gestuurd naar de woonplaats van de ambtenaar die om welke reden ook tijdelijk uit de dienst is verwijderd.

§ 4. De termijn waarover de ambtenaar die zich benadeeld voelt beschikt voor het indienen van een klacht, loopt hetzij vanaf de dag waarop hij de dienstnota voor gezien heeft getekend, hetzij vanaf de dag waarop de aangetekende brief met de dienstnota door de post werd aangeboden op zijn woonplaats.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 4. Onverminderd de algemene statutaire voorwaarden voor het verlenen van de graden, zijn de graden vermeld in kolom 2 van de aan dit besluit gehechte tabel, toegankelijk voor de personeelsleden van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking die titularis zijn van een in kolommen 3, 4 of 5 vermelde graad.

De titularissen van een graad opgenomen in kolommen 3, 4 of 5 kunnen echter in de daar tegenover in kolom 2 vermelde graad slechts benoemd worden voor zover zij de bijzondere beroepsqualificatie hebben die eventueel in kolom 7 is vermeld.

Art. 5. Worden opgeheven :

het ministerieel besluit van 10 maart 1994 tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 januari 1983 houdende het reglement voor het personeel van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking;

het ministerieel besluit van 9 mei 1996 tot vaststelling van sommige bijzondere bepalingen om de uitvoering binnen het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking van het statuut van het Rijkspersoneel te waarborgen.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 3 juni 1997.

R. MOREELS

Annexe à l'arrêté ministériel du 3 juin 1997 fixant certaines dispositions particulières en vue d'assurer,
au sein de l'Administration générale de la Coopération au Développement, l'exécution du statut des agents de l'Etat

Niveau et rang hiérarchique (1)	Dénomination du grade (2)	Grades donnant accès au grade indiqué sub 2 par :				Conditions particulières de promotion (7)
		Changement de grade (3)	Promotion par avancement de grade (4)	Promotion par accession au niveau supérieur (5)	Recrutement (6)	
16	Administrateur général	Grades de rang 16	Grades du rang 15 (1)		Non	(1) Appel public aux candidats au moyen d'un avis publié au <i>Moniteur belge</i> *.
16	Directeur général		Grades du rang 15 (1)	Non		* L'avis au <i>Moniteur belge</i> mentionne : — l'emploi vacant; — l'autorité auprès de laquelle et le délai dans lequel la candidature doit être introduite; — les conditions générales requises pour être promu à un grade de rang 17 ou 16; — que les candidats sont invités à faire valoir leurs qualités en matière de gestion des services publics.
15	Conseiller général		Grades du rang 13		Non	Par dérogation à l'article 39 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, les agents de l'Etat titulaires du grade d'informaticien-directeur ne peuvent être promus à un grade du rang 15 que s'ils comptent une ancienneté de grade de quinze ans au moins dans les grades d'informaticien ou d'informaticien-directeur. L'article 60 de l'arrêté royal du 7 août 1939 n'est pas applicable. L'article 33 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+.
13	Informaticien-directeur		Informaticien		Non	
13	Conseiller		Conseiller adjoint		Non	Conseiller au service juridique : diplôme de juriste requis.
13	Ingénieur-directeur		Ingénieur		Non	
10	Informaticien			Oui	Concours de recrutement	Peuvent seuls participer au concours d'accession au niveau supérieur, les agents du niveau 2+ du ministère qui sont titulaires des grades de programmeur ou d'analyste de programmation. Article 18 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 déjà mentionné.
10	Conseiller adjoint			Grades du niveau 2+ et 2	Concours de recrutement	
10	Ingénieur				Concours de recrutement	
10	Médecin				Concours de recrutement	

Niveau et rang hiérarchique	Dénomination du grade	Grades donnant accès au grade indiqué sub 2 par :				Conditions particulières de promotion
		Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
28	Analyste de programmation					
28	Traducteur principal	Programmeur			Non	
28	Assistant social principal	Traducteur			Non	
28	Secrétaire de direction principal	Assistant social			Non	
28	Comptable principal	Secrétaire de direction			Non	
26	Programmeur					
26		Comptable				
26		Programmeur				
26			Agents du niveau 2 et 3(I)	Concours de recrutement		
26						
26						
26						
26						
26						
26						
26						
26						
26						
22	Chef administratif					
20	Assistant administratif					

Niveau et rang hiérarchique	Dénomination du grade	Grades donnant accès au grade indiqué sub 2 par :				Conditions particulières de promotion
		Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
32	Chef opérateur-mécanographe		O p é r a t e u r - mécanographe		Non	Par dérogation à l'article 53 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, peuvent seuls être promus au grade de chef opérateur-mécanographe, les opérateurs-mécanographes qui comptent une ancienneté de grade de neuf ans au moins et qui ont satisfait à un examen d'avancement de grade. Article 30 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 déjà mentionné.
30	Commis			Grades du niveau 4	Concours de recrutement	
30	Opérateur-mécanographe PERSONNEL DE MAITRISE				Non	
42	Ouvrier qualifié		Ouvrier		Non	
40	Ouvrier				Concours de recrutement	

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 3 juin 1997.

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,
R. MOREELS

Bijlage bij het ministerieel besluit van 3 juni 1997 tot vaststelling van sommige bijzondere bepalingen om de uitvoering, binnen het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, van het statuut van het Rijkspersoneel te waarborgen

Niveau en hiërarchische rang	Benaming van de graad	Graden die tot de in kolom 2 vermelde graad toegang verlenen bij wege van :				Bijzondere vereisten bij bevordering
		Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hoger niveau	Werving	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
16	Administrateur-général	Graden van rang 16	Graden van rang 15 (1)		Neen	(1) Openbare oproep tot de kandidaten door middel van een in het <i>Belgisch Staatsblad</i> bekendgemaakt bericht.*

Niveau en hiërarchische rang (1)	Benaming van de graad (2)	Graden die tot de in kolom 2 vermelde graad toegang verlenen bij wege van:			Bijzondere vereisten bij bevordering (7)
		Verandering van graad (3)	Bevordering door verhoging in graad (4)	Bevordering door overgang naar het hoger niveau (5)	
16	Directeur-generaal		Graden van rang 15 (1)		Neen
15	Adviseur-generaal		Graden van rang 13		Neen
13	Informaticus-directeur		Informaticus	Adjunct-adviseur	Adviseur bij de Juridische dienst : diploma van jurist vereist.
13	Adviseur			Ingenieur	
13	Ingenieur-directeur				Aan het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau mogen enkel de ambtenaren die titularis zijn van de graad van programmeur of van programmeringsanalist.
10	Informaticus				Artikel 18 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 reeds vermeld.
10	Adjunct-adviseur		Graden van niveaus 2+ en 2	Wervingsexamen	
10	Ingenieur			Wervingsexamen	
10	Geneesheer			Wervingsexamen	
28	Programmeringsanalist		Programmeur	Neen	
28	Eerstaanwezend vertaler		Vertaler	Neen	
28	Eerstaanwezend maatschappelijk assistent		Maatschappelijk assistent	Neen	

* Het bericht in het Belgisch Staatsblad vermeldt :

- de vacante betrekking;
- de overheid waarbij en de termijn waarbinnen de kandidaat moet worden ingediend;
- de gestelde algemene voorwaarden om tot een graad van rang 17 of 16 bevorderd te worden;
- dat de kandidaten uitgenodigd worden hun bekwaamheden inzake beheer van de overheidsdiensten te laten gelden.

In afwijkning van artikel 39 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling van het rijkspersoneel, kunnen de rijkssambtenaren, titularis van de graad van informaticus-directeur slechts tot een graad van rang 15 bevorderd worden indien ze ten minste vijftien jaar graadanciënniteit hebben in de graden van informaticus of informaticus-directeur. Artikel 60 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 is niet van toepassing. Artikel 33 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964, betreffende de hiëarchische indeling en de loophaan van sommige personesleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 april 1995 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen die behoren tot niveaus 1 en 2+.

Adviseur bij de Juridische dienst : diploma van jurist vereist.

Aan het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau mogen enkel de ambtenaren die titularis zijn van de graad van programmeur of van programmeringsanalist.

Artikel 18 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 reeds vermeld.

Graden die tot de in kolom 2 vermelde graad toegang verlenen bij wege van:						
Niveau en hiërarchische rang	Benaming van de graad	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hoger niveau	Werving	Bijzondere vereisten bij bevordering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
28	Eerstaanwezend directiesecretaris Eerstaanwezend boekhouder Programmeur		Directiesecretaris Boekhouder	Ambttenaren van niveaus 2 en 3 (1)	Neen Wervingsexamen	In afwijking van artikel 29, § 2, 2°, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loophaan van het rijkspersoneel, mogen aan het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau alleen de rijksoambtenaren titulair van de graad van rang 20 deelnemen, die gedurende ten minste vijf jaar tewerkgesteld zijn of waren in een centrum voor informatieverwerking. De ancienietteit verkregen in een graad van rang 20 in een centrum voor informatieverwerking wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe graad. Artikel 10, § 4 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 reeds vermeld. (1) In afwijking van artikel 10, § 4 mogen aan het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau dat toegang verleent tot de graad van programmeur ook deelnemen, de rijksoambtenaren die op datum van 22 december 1991 titulair zijn van de graad van operateur-mechanograaf/tweede klasse, de graad van hoofdoperateur-mechanograaf/tweede klasse of de graad van hoofdoperateur-mechanograaf eerste klasse. Artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 reeds vermeld.
26	Vertaler			Ambttenaren van niveau 2	Wervingsexamen	Artikel 14 van het reeds vermelde koninklijk besluit van 20 juli 1964.
26	Maatschappelijk assistent			Ambttenaren van niveaus 2 en 3 (1)	Wervingsexamen	Artikel 3, § 2 van het koninklijk besluit van 15 maart 1993 reeds vermeld.
26	Directiesecretaris					(1) In afwijking van artikel 29, § 2, 1ste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loophaan van het rijkspersoneel, mogen de rijksoambtenaren die bekleed waren met de geschrifte graad van de loophaan van klerk-stenotypiste of van klerk-typiste, die in dienst waren op 1 juli 1993 en die op deze datum ten minste drie jaar ancienietteit tellen in het niveau 3, ook deelnemen aan het bevorderingsexamen tot de graad van directiesecretaris. Artikel 8ter § 4 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 reeds vermeld.
26	Boekhouder			Ambttenaren van niveau 2	Wervingsexamen	
22	Bestuurschef			Bestuursassistent	Neen	
20	Bestuursassistent			Graden van niveau 3	Wervingsexamen	

Niveau en hiërachi- sche rang (1)	Benaming van de graad (2)	Graden die tot de in kolom 2 vermelde graad toegang verlenen bij wege van :				Bijzondere vereisten bij bevordering (7)
		Verandering van graad (3)	Bevordering door verhoging in graad (4)	Bevordering door overgang naar het hoger niveau (5)	Werving (6)	
32	Hoofdoperateur mechanograaf		Operateur mechanograaf		Neen	In afwijking van artikel 53 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel kunnen alleen bevorderd worden tot de graad van hoofdoperateur-mechanograaf de operateurs-mechanografen die een graadanciënitie van ten minste negen jaar hebben en die geslaagd zijn voor een examen voor verhoging in graad.
30	Klerk			Graden van niveau 4	Wervingsexamen	
30	Operateur mechanograaf MEESTERPERSONEEL				Neen	
42	Geschoold arbeider		Arbeider		Neen	
40	Arbeider				Wervingsexamen	

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 3 juni 1997.

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
R. MOREELS